

Droit civil 60h (4e et 5e).

4e année.

I. Introduction.

Du droit.

II. Des Personnes.

1. la personnalité

2. le domicile

3. l'état :

a) le mariage

b) séparation des corps

c) le divorce

d) la filiation : preuves et effets

e) obligation alimentaire.

4. Incapables :

a) mineurs avec puissance paternelle et tutelle

b) déments - prodigues.

III. Des biens.

1. définition, catégories

2. Meubles et immeubles

3. Acquisition d'une propriété.

5e année.

IV. Des contrats ou obligations conventionnelles.

1. Des effets des obligations et des conventions

2. Des modalités des obligations

3. De l'Extinction des obligations

4. Procédure civile (et commerciale)

5. Des obligations qui se forment sans convention

6. De quelques contrats nommés

7. Des garanties des obligations.

- I. Introduction. Notions générales.
- II. Des commerçants et des actes de commerce.
- III. Des droits et devoirs du commerçant.
- IV. Les obligations.
- V. La lettre de change - Billet à ordre - Chèque - Chèque postal
- accréditif.
- VI. Les sociétés :
 - 1. Généralités
 - 2. Société en nom collectif.
 - 3. Société en commandité simple
 - 4. Société anonyme
 - 5. Société en commandité par action
 - 6. Société des personnes à responsabilité limitée.
 - 7. Sociétés coopératives
 - 8. Associations commerciales
 - 9. Liquidation des sociétés
 - 10. Des actions et des prescriptions.
- VII. Faillite - Sursis - Banqueroute.
- VIII. Procédure (civile et) commerciale.

Droit coutumier 30h (5e).

5e année.

I. L'organisation traditionnelle de la Société Rwandaise.

1. Structure politique, administrative, judiciaire et militaire.
2. Structure de clientèle pastorale - foncière.
3. Structure de castes, de famille.

II. Le système de parenté : ubwoko - umulyango - inzu - izina,

III. Le régime foncier.

1. Régime ubukonde.
2. Régime isambu - Igikingi.
3. Institutions foncières :
 - a) mise sous inkungu
 - b) droits de prélèvements
 - c) clientèle foncière.

IV. Droit Rwandais de la Famille.

1. Généralités : notions de famille.
2. Le mariage : généralités, fiançailles, formation du mariage - règles relatives à la formation du mariage - preuve de mariage - droits et devoirs respectifs des membres de l'association conjugale.
3. Le divorce : en droit écrit, divorce par consentement mutuel, divorce en droit comparé, divorce en droit coutumier.
4. Formes particulières d'apparence juridique :
- concubinage - séparation de fait.
5. La filiation : en droit écrit - en droit coutumier.
6. Successions et testaments.

Droit constitutionnel 30h (6e).

6e année.

I. Introduction au droit constitutionnel

L'Etat : généralités, le territoire, le régime, les pouvoirs
et leur fonctionnement, modes d'action.

II. La constitution de la République Rwandaise + Proclamation
du 5 juillet par le Haut - Commandement de l'Armée Rwandaise.

III. Relations internationales.

.../...

Droit administratif 60h (6e).

6e année.

I. Introduction générale.

1. Définition : l'administration - le droit administratif.
2. Critères et principes fondamentaux du droit administratif.

II. Données juridiques fondamentales de l'action administrative.

1. Les personnes de droit administratif.
2. Le service public.
3. La personne publique:
 - a) La personnalité morale
 - b) Diverses personnalités morales.
4. Les actes de l'administration:
 - a) Décision exécutoire : notions, effets et validité
 - b) Contrats administratifs : caractères généraux, formation et exécution
 - c) Les biens de l'administration
 - d) Le domicile - les revenus - les actes matériels, les actes juridiques - les contrats.
5. La juridiction administrative.
 - a) Raison d'être - compétence et organisation
 - b) Recours et procédure.
6. La tutelle administrative.
 - a) Principes généraux et leur évolution.
 - b) Conditions de la responsabilité des personnes publiques.
 - c) Réparation du dommage.
 - d) Responsabilité des agents pour faute personnelle et ses rapports avec la responsabilité des personnes publiques
 - e) Champs d'action.

I. Des infractions et de la repression en général.1. Dispositions préliminaires.

- a) De l'infraction en général.
- b) De la territorialité de la loi pénale.
- c) De la classification des infractions.
- d) De la tentative.

2. De la peine en général.

- a) De la classification des peines.
- b) Des diverses catégories des peines.

3. Des personnes punissables.

- a) Dispositions générales.
- b) Des excuses.
- c) Des circonstances atténuantes.
- d) De la **récidive**.
- e) De la participation criminelle.
- f) Du concours d'infractions.
- g) Du sursis.

4. De l'extinction des infractions et des peines.

- a) Dispositions générales.
- b) Du désistement de la plainte.
- c) De la prescription.
- d) De la grâce.
- e) De la liberté conditionnelle.
- f) De la réhabilitation.

II. Des infractions et de leur repression en particulier.1) Des infractions contre la chose publique.

- a) Des infractions contre la surêté de l'état.
- b) Des infractions contre la foi publique
- c) Des infractions contre l'ordre public
- d) Des infractions contre la sécurité publique
- e) Des infractions contre les droits garantis aux particuliers.

2. Des infractions contre les personnes

- a) De l'homicide et des lésions corporelles volontaires.
- b) Des menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés.
- c) De l'homicide et des lésions corporelles involontaires.
- d) Des épreuves superstitieuses et des pratiques barbares.
- e) Des attentats aux mœurs.
- f) De l'abandon de famille, du délaissement et de l'exposition d'enfant.
- g) Des attentats à la liberté individuelle.
- h) Des imputations dommageables et des injures.

3. Des infractions contre les propriétés.

- a) Des vols et des atorsions.
- b) Des fraudes.
- c) Des destructions, dégradations et dommages.

4. Code pénal militaire.

- a) Dispositions générales.
- b) Des infractions militaires et de leur répression.
- c) De l'état de siège.

III. Procédure pénale.

- 1. Dispositions générales.
- 2. Instruction préparatoire.
- 3. Détention préventive - Liberté provisoire.
- 4. Poursuite devant les juridictions de jugement.
- 5. Jugements - Voies de recours et d'exécution.
- 6. Frais de justice.
- 7. Dispositions spéciales.

Droit fiscal 30b (7e)

7e année.

I. Impôts directs.

1. Impôts sur les Revenus.

- a) Impôt locatif.
- b) Impôt mobilier.
- c) Impôt professionnel.

2. Impôts personnels : les 6 bases.

- a) Superficie des bâtiments et constructions.
- b) Superficie des terrains non bâtis.
- c) Employés et ouvriers.
- d) Bateaux et embarcations.
- e) Véhicules.
- f) Superficie des concessions minières.

3. Impôts ruraux.

- a) Contribution personnel minimum.
- b) Impôts sur le gros bétail.

II. Impôts indirects.

- 1. Droits d'entrée et de sortie.
- 2. Impôt sur le chiffre d'Affaires.

III. Compétences des agents du fisc et de douane et
voies de recours reconnus.

.../...

Législation sociale 30h (7e).

I. Principes généraux :

Définitions et buts.

II. Législation du travail.

1. Disposition générale.
2. Organisations professionnelles.
3. Contrat de travail.
4. Conventions collectives.
5. Le salaire.
6. Conventions collectives.
7. Hygiène et sécurité - Service médical.
8. Organismes administratif et moyen d'exécutions.
9. Différends du travail.
10. Arrêtés.

III. Sécurité sociale : décret-loi du 22 août 1974.

- - - - -